## **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**MINISTERE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE**

**CELLULE D’EXECUTION DES PROJETS-EAU « CEP-O »**

**Programme d’Accès aux Services d’Eau et d’Assainissement en RDC (PASEA)**

**Termes de référence**

**Recrutement d’une ONG internationale ou nationale chargée de l’Assistance Technique des Unités Provinciales d’Exécution des Projets (UPEP) de quatre Provinces du Projet PASEA (Kasaï Oriental, Kasaï Central, Kasaï et Kwilu) et les Bureaux Assainissement (BA) de la Coordination Provinciale de l’Environnement et Développement Durable pour superviser la mise en œuvre des activités pour la Fin de la Défécation à l’Air Libre (FDAL).**

1. **CONTEXTE**

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un appui de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) du Groupe de la Banque Mondiale, pour mettre en œuvre le Programme d’Accès aux Services d’Eau et d’Assainissement en RDC, « PASEA » en sigle.

Les objectifs de développement de ce programme sont :

* Accroître l'accès aux services de base d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans certaines provinces de la RDC et ;
* Renforcer les capacités des secteurs publics et privés à fournir des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Ce programme est exécuté suivant l’approche programmatique multi-phase dont la première phase (ci-après dénommée « Projet ») concerne les milieux péri-urbains et ruraux des provinces du Kwilu, Kasaï, Kasaï Central et Kasaï Oriental.

1. **Composantes du Projet**

Le Projet est basé sur 4 composantes ci-dessous :

**COMPOSANTE 1. Amélioration de l'Accès et les Capacités de Fourniture de Services d'Approvisionnement en Eau Potable**

* **Sous-composante 1.1** : Amélioration de l'Accès à l'Eau Potable dans les Zones Rurales et Périurbaines ; **Sous-composante 1.2** : Amélioration des Performances des Opérateurs de l’eau Privés et A But Non Lucratif ;
* **Sous-composante 1.3** : Renforcement des Institutions et des Capacités Publiques pour les Services d'Eau Potable.

**COMPOSANTE 2. Amélioration de l'Accès et des Capacités pour la Fourniture de Services d'Assainissement :**

* **Sous-composante 2.1 :** Amélioration de l'Accès à l'Assainissement et à l'Hygiène dans les Zones Rurales et Périurbaines ;
* **Sous-composante 2.2**: Amélioration de l'Accès à l’Eau, l'Assainissement et l'Hygiène (EHA) dans les Institutions ;
* **Sous-composante 2.3**: Développement du Secteur Privé pour l'Assainissement et l'Hygiène ;
* **Sous-composante 2.4**: Renforcement des Institutions et des Capacités Publiques pour les Services d'Assainissement.

**COMPOSANTE 3. Gestion du Projet, Apprentissage et Mise à l'Échelle**

* **Sous-composante 3.1**: Gestion du Projet et Apprentissage ;
* **Sous-composante 3.2** : Mise à l'Échelle Phase 2.

**COMPOSANTE 4. Mécanisme d’intervention d’urgence conditionnelle**

La deuxième composante de ce programme prévoit notamment : (i) la réalisation entre autres des infrastructures d’hygiène et d’assainissement (latrines et système de lavage des mains dans les écoles, dans les Centres de Santé (CS) ; (ii) les activités de communication pour le changement de comportement des communautés des milieux urbain et rural en matière d’assainissement et d’hygiène à travers la mise en œuvre de la Feuille de Route (FdR) pour la Fin de la Défécation à l’Air Libre (FDAL), (iii) la mise en œuvre des mesures d'habilitation du marché, (iv) le soutien au développement de secteur privé à fournir des produits des services d’assainissement et d’hygiène, (v) le soutien à la réforme du secteur, et (vi) le soutien à la formation professionnelle et supérieure. Les détails des activités de la Sous-composante 2.1 sont placés en Annexe A.

**2. Dispositif institutionnel pour la mise en œuvre du programme**

1. **Agences d’exécution du programme**

Les agences d’exécution chargées de la mise en œuvre des différentes activités du Projet sont reprises ci-dessous :

* Au niveau national : la Cellule d’Exécution des Projets-Eau, « CEP-O », en sigle, pour les activités du Projet à portée nationale ou concernant plusieurs provinces, le transfert des compétences aux structures provinciales pérennes avec l’appui technique d’une équipe de coordination nationale composée de la Direction d’Assainissement « DAS », de l’Office National d’ Hydraulique Rurale « ONHR », de la Direction Hygiène et Salubrité Publique « DHSP ») et de la Direction des Etablissements des Soins et Partenariats « DESP » du ministère de Santé Publique, Hygiène et préventions (MSPHP), de la Direction Education Vie Courante « DEVC », de la Direction Nationale de Construction, d’entretien de réhabilitation et de gestion des infrastructures scolaires « DINAC » du Ministère de l’Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (MEPST) ;
* Au niveau provincial : l’Unité Provinciale d’Exécution du Projet « UPEP » pour les activités à portée provinciale et ce, sous la supervision de la CEP-O et l’appui technique de l’Equipe de Coordination provinciale composée des représentations provinciales de la DAS, de l’ONHR, de la DPSH, de la DESP, de la DINAC et de la DEVC.
1. **Parties prenantes concernées par la Composante 2.1.**

Les acteurs ciblés par le Projet sont constitués par :

* **Les populations** habitant les différentes Entités Territoriales Décentralisées, « ETD » en sigle, sélectionnées et celles des milieux péri-urbains des villes retenues dans les provinces de Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental et Kwilu ;
* **Les Entités Territoriales Décentralisées (ETD)**: la ville, la commune, le secteur et la chefferie sont des Entités Territoriales Décentralisées dotées de la personnalité juridique. Elles jouissent de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources humaines, économiques, financières et techniques. Les ETD peuvent disposer d’un budget propre, distinct du budget du Pouvoir Central et de celui de la Province. Les activités opérationnelles de l’assainissement et l’hygiène sont des compétences assurées par les villes, communes et secteurs.
* **Le Bureau de l’Assainissement (BA)**: le secteur de l’assainissement est régulé par la Direction d’Assainissement (DAS), qui fait partie du Ministère de l’Environnement et Développement Durable « MEDD ») qui édicte les normes et qui met en œuvre la politique d’assainissement et, notamment, la Feuille de route (FdR) pour la FDAL. La DAS dispose les services déconcentrés, à savoir les Bureaux d’Assainissement (BA) logés dans les Coordinations Provinciales de l’Environnement et Développement Durable. Les BA ont la mission d’accompagner et appuyer les activités d’assainissement dans les ETD. Au niveau des ETD, il y a dans certains cas des régies, des Brigades et autres services d’assainissement (principalement pour la gestion des déchets solides) qui répondent aussi au BA. Le personnel du BA comprend les Techniciens de l’Environnement (TE) qui sont des agents affectés dans des entités définies.
* **Le Bureau de l’Hygiène et Salubrité Publique (BHSP)**: la Direction de l’Hygiène et Salubrité Publique (DHSP) est un service du MSPHP. Celui-ci a coordonné le Programme National Ecole et Village Assaini (PNVEA) de 2006 à 2015. La DHSP dispose des Bureaux de l’hygiène et salubrité publique (BSHP) dans chaque province, ces derniers sont logés dans les Divisions Provinciales de la Santé (DPS).
* **Les Missions d’Assistance Technique de Contrôle (MATC)**: une même MATC est responsable des activités dans les quatre (04) provinces. La MATC est placée sous la coordination fonctionnelle de l’UPEP. La MATC se conforme aux prescriptions techniques et opérationnelles des parties prenantes du Projet (BA, BHSP et ETD). L’identification d’une MATC est l’objet de ces TdR.
1. **Condition Basées sur la Performance (CBP)**

En vue de contribuer efficacement à la mise œuvre des composantes opérationnelles du Projet PASEA, l’IDA a recouru à une méthode de financement innovante faisant intervenir une conditionnalité de financement relative à l’atteinte de certains résultats : le financement de projet d’investissement (IPF) avec Conditions Basées sur la Performance (CBP). Cette approche complémente une méthode plus conventionnelle de financement qui met la performance au centre du financement afin qu’il soit accordé une plus grande attention aux résultats.

L’application de la composante 2.1 du programme PASEA relève d’une Condition basées sur la Performance, à savoir la CBP 3 qui s’énonce comme suit : « 240 000 ménages des zones rurales ou péri-urbaines vivent dans des villages ou des quartiers certifiés FDAL ». Il faudra s’assurer que les ménages construisent/réhabilitent et utilisent des latrines familiales durables et hygiéniques, tandis que la MATC et les autres acteurs aideront le gouvernement à renforcer ses capacités pour mieux gérer les réformes du secteur de l’eau et de l’assainissement.

Le montant total des CBP est de 56 millions US$, soit 14 % des fonds du Projet. Ces CBP vont notamment contribuer à accroître l’accès aux services d’assainissement de base d’environ 40 à 50% de populations vivant en milieux ruraux et péri-urbains.

Les deux premières CBP (CBP #1 et #2) concernent l’eau potable. Seules les CBP en lien avec l’assainissement sont reprises ci-dessous. La CBP#3 est en lien avec ces TdRs tandis que les CBP#4 et #5 sont juste présentées à titre indicatif (hors cadre de ces TdRs).

* **CBP #3** (25 millions US$) encourage l'accès à l'assainissement au niveau communautaire, grâce à un montant modulable par ménage (104,17 US$) vivant dans un village (rural) ou un quartier (urbain) certifié FDAL. Cette CBP cible 240 000 ménages qui doivent avoir les latrines durables et hygiéniques.
* **CBP #4** (13 millions US$) est une mesure incitative pour les responsables des écoles et des centres de santé ayant bénéficié d’ouvrages EHA (latrines, incinérateurs et fosse à placenta, eau potable) à les exploiter et à les maintenir durablement afin de faciliter l’accès aux utilisateurs. Ceci nécessite une priorisation et une allocation budgétaire de la part des bénéficiaires de ces ouvrages. Cette CBP comprend deux (02) Sous-CBP, à savoir :
* **CBP #4.1** (6 500 000 US$) : au moins 75 % des installations EHA remises aux autorités locales des écoles/centres de santé sont fonctionnelles, accessibles et bien entretenues lors du **premier cycle de suivi,** au cours d'une année donnée.
* **CBP #4.2** (6 500 000 US$) : au moins 75 % des installations EHA remises aux autorités locales des écoles/centres de santé sont fonctionnelles, accessibles et bien entretenues lors du **deuxième cycle de suivi**, au cours d'une année ultérieure
* **CBP# 5** (8 millions US$) concerne la mise en place du cadre de gouvernance provincial devant définir les responsabilités institutionnelles en matière d'assainissement urbain. Ce cadre est indispensable pour mettre en place les modalités de fonctionnement des Stations de Traitement des Boues de Vidange (STBV) et l'organisation des services de vidange de la gestion des boues de vidange dans les villes cibles, basé sur un plan inclusif d’assainissement à l’échelle de la ville (CWIS).
1. **Programme National Eau, Hygiène et Assainissement**

La République Démocratique du Congo (RDC) regorge de ressources abondantes en eau douce, cependant plusieurs personnes dans le pays n’ont toujours pas accès à des services de base en eau potable et assainissement. Cette situation impacte négativement le développement socio-économique des groupes vulnérables, tels que les femmes et les enfants qui sont parfois exposées aux risques d’insécurité lié aux groupes armés et à la transmission des maladies liées aux conditions sanitaires non satisfaisantes. L’absence des services d’eau, d’hygiène et d’assainissement est la cause majeure des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 5 ans, celle-ci entraine le problème de malnutrition, de retard de croissance et de développement cognitif chez les enfants.

1. **Feuille de Route de l’Eradication de la Défécation à l’Air Libre en RD Congo**

La RDC, qui a une population estimée à plus de 100 millions de personnes, connait un problème d’assainissement caractérisé par la mauvaise gestion des excréta et des eaux usées. Selon les enquêtes MICS publié par le Ministère du Plan en 2017, environ 12 % de la population congolaise pratiquent la défécation à l’air libre (DAL), avec une importante disparité entre le milieu rural (18%) et le milieu urbain (4%).

Suite à la diminution du taux d’assainissement dans le pays, le gouvernement a élaboré la Feuille de Route (FdR) pour la Fin de la Défécation à l’Air Libre (FDAL) en RDC afin de permettre au pays d’atteindre la cible 6.2 des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l’horizon 2030 et d’autre part, à mettre en œuvre les dix Engagements de Ngor adoptés lors de la 5ème Conférence Internationale sur l’Assainissement en Afrique (AfricaSan).

Les activités de la FdR FDAL s’inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de l’Eau, l’Hygiène et l’Assainissement (PNEHA) par le Ministère de l’Environnement et Développement durable ainsi que le Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention.

Au vu de la nécessité d’améliorer le service de l’assainissement et d’hygiène en milieux périurbain et rural, le Projet PASEA compte appuyer le Gouvernement à mettre en œuvre les activités de la FdR FDAL dans les provinces du Kasaï Central, Kasaï Oriental, Kasaï et Kwilu.

Il sied de noter que la mise en œuvre de la FdR FDAL comprend plusieurs activités. Il s’agit de/du :

* Lancement des activités de la FdR FDAL dans les provinces ;
* Organisation de la formation des formateurs nationaux et provinciaux ;
* Organisation des formations des acteurs locaux ;
* Visite de pré-déclenchement des communautés par les autorités étatiques, à savoir les Techniciens de l’Environnement (TE) et les Facilitateurs Communautaires (FC) ;
* Visite de déclenchement des communautés par les TE et les FC ;
* Construction des latrines durables dans les ménages ;
* Suivi post-déclenchement des communautés par les TE et les FC ;
* Organisation des activités de communication au niveau communautaire par les membres du Comité d’Assainissement (CA) ;
* Certification des communautés FDAL par les agents étatiques ;
* Organisation de la célébration FDAL par la communauté grâce à l’accompagnement de la Coordination Territoriale ou Communale de la FDAL ;
* Suivi post-certification FDAL des communautés par les TE et le FC (non concerné par la CBP#3) ;
* Appui aux Coordinations provinciales et locales de la FDAL.

Outre les activités susmentionnées, le Projet PASEA a prévu des subventions très ciblées en matériels pour les ménages, afin que ces derniers aient des latrines hygiéniques et durables (latrine avec dalle en béton ou en plastique et ayant une toiture).

Conformément au manuel des Conditions Basées sur la Performance (CBP) du Projet PASEA, les activités de la FdR FDAL sont reprises à travers la CBP #3. Cette CBP prévoit que 240 000 ménages de la zone du Projet puissent acquérir des latrines familiales durables et hygiéniques dans les villages ayant été déclaré FDAL par le Comité de certification FDAL, constitué par les services étatiques.

La mise en œuvre de la FdR FDAL recourt à l’Approche de l’Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC « + ») bien que des subventions ciblées soient prévues (d’où la dénomination ATPC+). Cette approche fait intervenir plusieurs acteurs aux activités de la FDAL, à savoir : les acteurs étatiques (Coordinateur Provincial, Territorial ou Communal de la FDAL, TE, FC, etc.) et les Comités d’Assainissement dans les villages. Chaque acteur a un rôle spécifique et des paiements incitatifs modestes basés sur la performance sont prévus.

Dans l’optique de se conformer à la CBP #3 relatives aux activités de la FDAL, la CEP-O compte recruter un Consultant (ONG) qui aura la Mission de l’Assistance Technique de Contrôle (MATC) pour accompagner la mise en œuvre des activités FDAL dans les quatre provinces du Projet PASEA (Kasaï Oriental, Kasaï Central, Kasaï et Kwilu).

Ces Termes de Référence portent sur la mission du Consultant (ONG) qui sera chargé d’apporter l’Assistance Technique pour faciliter les activités de la FDAL dans la province, à travers notamment : (i) la subvention de certains matériaux de construction et le contrôle des constructions des latrines familiales avec des matériaux durables, (ii) l’organisation et le paiements des compensations basées sur la performance FDAL des acteurs étatiques et communautaires et (iii) l’organisation de la célébration FDAL.

1. **OBJECTIFS DE LA MISSION**

L’objectif principal est d’accompagner techniquement les prestataires dans toutes les étapes du processus de mise en œuvre des activités FDAL pour au moins 240,000 ménages à travers les 39 ETD sélectionnées parmi les provinces du Projet PASEA (Kasaï Oriental, Kasaï Central, Kasaï et Kwilu).

La carte reprise en Annexe B présente les ETD sélectionnées par le Projet PASEA.

Plus spécifiquement, le Consultant (ONG) devra :

* Organiser la signature des Conventions d’Assainissement (Annexe D) avec les acteurs étatiques et communautaires (cette convention peut être revue/modifiée par le Consultant (ONG) et être revalidée par la CEP-O le cas échéant) ;
* Suivre et évaluer la mise en œuvre des activités FDAL dans les provinces (notamment à travers un appui logistique) ;
* Evaluer périodiquement (mensuellement, trimestriellement ou semestriellement) le besoin en matériaux nécessaires pour la construction des latrines familiales durables dans chaque province, afin de permettre aux UPEP d’acquérir lesdits matériaux conformément à la procédure établie par le Projet PASEA ;
* Veiller à la bonne exécution des prestations des acteurs étatiques pendant toutes les étapes de l’approche ATPC+ ;
* Transmettre les informations nécessaires pour organiser le paiement incitatif (basé sur la performance) des acteurs provinciaux et locaux qui sera assuré par l’UPEP via une (ou plusieurs) agence(s) de paiement[[1]](#footnote-1) qui sera (seront) recrutée(s) à cet effet ;
* Proposer aux UPEP un mécanisme de distribution des subventions du projet PASEA aux ménages pour la construction des latrines durables ;
* Préparer les données pour permettre un suivi efficace et faciliter les missions de l’Agence de Vérification Indépendante (AVI) mobilisées par la CEP-O pour vérifier les dépenses et les résultats atteints sur le terrain ;
* Accompagner les acteurs communautaires dans l’organisation de la célébration de FDAL ;
* Mettre en place un système de rapportage d’information des activités opérationnelles et des différentes dépenses fiduciaires à l’UPEP et la CEP-O.

1. **Taches du Consultant (ONG) (MATC)**

Pour les besoins de la mission, le Consultant (ONG) pourra se référer à la documentation disponible à la CEP-O, la Direction d’Assainissement (DAS) et la Direction d’Hygiène et Salubrité Publique (DHSP) ainsi qu’aux services provinciaux concernés directement ou indirectement par le processus de la FDAL. Dès le début de sa prestation, le Consultant (ONG) doit s’harmoniser avec la CEP-O, la DAS et la DHSP sur la documentation et les matériels à utiliser pendant la mission.

Le Consultant (ONG) devra prendre en considération les projets et études en cours dans les provinces concernées pour lesquelles le processus de la FDAL est directement ou indirectement pris en compte.

Conformément aux objectifs de la présente mission, le Consultant (ONG) doit mettre en place une méthodologie et un planning lui permettant de bien assurer ses prestations dans tous les sites des provinces concernées par le projet. Le Consultant (ONG) est appelé à réaliser plusieurs tâches afin d’atteindre les objectifs assignés à cette mission. Les tâches qui seront réalisées par la MATC sont séquencées en deux phases : Phase de démarrage du projet et Phase de mise en œuvre du projet.

1. **Phase de démarrage du projet.**

Au cours de cette phase, le Consultant (ONG) devra réaliser les tâches ci-après :

**Tache 1**: Réaliser les enquêtes provinciales pour déterminer le statut sanitaire des ménages et
 estimer le besoin en matériels de construction des latrines durables.

La MATC devra mener les enquêtes provinciales dans les zones présélectionnées par le Projet pour déterminer le statut sanitaire des ménages dans les villages. Les enquêtes se feront de manière progressive, en priorité d’abord dans les villages des ETD indiquées par les UPEP. Il ne s’agit donc pas de phaser en exécutant toutes les enquêtes, puis toutes les interventions mais de réaliser certaines enquêtes et interventions de manière simultanées.

La sélection des modèles de latrine à promouvoir sera notamment informée par une étude commanditée par la CEP-O (dont les résultats devraient être disponibles en juin 2025). Un modèle incluant une dalle amovible en béton armé ou en plastique renforcé sera privilégié.

Pendant les enquêtes, la MATC devra estimer le besoin en matériels de construction des latrines (ciment, barre de fer et tôle) dans les ménages de chaque village. Sur base de cette estimation de besoin, elle devra produire les spécifications techniques pour chaque matériels, ces derniers seront soumis à l’UPEP pour acquisition chez le fournisseur.

**Tache 2** : Créer une base de données

La MATC est appelé à mettre en place une base de données, qui pourra être co-développée/ post-développée avec une firme spécialisée en Systèmes de Gestion de l’Information (SGI) afin de permettre une gestion et un accès en ligne (la base de données hors ligne est de la responsabilité de la MATC). Les données reprises dans la base de données devront être conformes aux attentes et recommandations du BA, du BHSP et de l’UPEP.

Ladite base de données devra comprendre :

* Les données de référence de la situation d’assainissement dans les villages et quartiers ciblés ;
* La cartographie, le nombre de villages et de ménages de chaque village ou quartier.

La base de données devra être accessible à tous les acteurs concernés par la FDAL, seul le « mode édition » n’est accessible qu’au BA, BHSP et à l’UPEP (par province), afin de leur permettre de mettre à jour les données sur l’évolution de la FDAL dans les provinces concernées.

**Tache 3** : Constituer la fiche d’enregistrement des acteurs étatiques et sanitaires

La MATC devra constituer une fiche d’enregistrement des acteurs étatiques et communautaires qui seront parties prenantes du projet au niveau de chaque AS. Ces parties prenantes seront invitées à une formation (organisée par ZS) par la MATC, le BA et le BHSP.

* La fiche de renseignement sera signée par chacun des membres qui seront clairement identifiés ;
* Les membres (au nombre de 7 maximum) sont distingués par AS au sein de la ZS :
1. L’Infirmier Titulaire (IT) ;
2. Le Technicien de l’Environnement (TE) ;
3. Le Facilitateur Communautaire (FC) ;
4. L’Animateur Communautaire (AC) ;
5. Le Superviseur Eau & Assainissement (SEA) de la ZS ;
6. Le Superviseur de l’Environnement ;
7. Un délégué de l’ETD par AS (chef de chefferie, de secteur, …).

Les acteurs étatiques et communautaires qui vont signer la fiche de renseignement seront éligibles à un paiement basé sur la performance de 25 US$/personne/village à la condition que le village soit déclaré FDAL après les activités du projet (preuve constituée par le PV de certification FDAL).

Il sied de noter que lorsqu’un village a été déclaré FDAL, les paiements conditionnels sont exécutés par les UPEP via une firme qui sera recrutée à cet effet. Seuls les villages déclarés FDAL aboutiront à l’autorisation d’un paiement incitatif pour les personnes éligibles.

**Tache 4** : Elaborer le Plan d’identification, d’organisation de formations et
 d’accréditation des maçons

La MATC devra produire un plan des formations des maçons qui vont construire les latrines familiales durables avec l’appui du projet. A cet effet, la MATC devra travailler avec le Bureau Assainissement pour l’accréditation des maçons qui seront formés.

**Tache 5** : Elaborer les Plans de paiement des prestations d’acteurs, de supervision et de suivi
 d’activités dans les Aires de Santé

La MATC devra produire les plans de :

* le Plan de paiement des prestations ;
* le plan de supervision et ;
* le plan de suivi des activités.

Ces plans seront soumis aux UPEP et la CEP-O pour validation, afin de leurs permettre d’effectuer le paiement.

**Tache 6** : Installer, former et équiper les comités de gestion des plaintes dans les aires de
santé retenue pour la construction des latrines durables.

La MATC devra installer les comités de gestion des plaintes dans chaque province au cours de ses prestations. Ces derniers auront comme rôles :

* Faciliter le dialogue et la communication entre le projet et les communautés bénéficiaires ;
* Faciliter l’interaction entre le projet et la communauté et/ou les bénéficiaires ;
* Gérer les rumeurs ou les perceptions négatives concernant les travaux à réaliser dans les aires de santé ciblées ;
* Gérer les risques et les éventuels conflits découlant des activités du projet ;
* Diffuser les informations fiables relatives aux activités du projet ;

Permettre les alertes précoces avant d’éviter que certaines plaintes aillent au-delà du projet.

**Tache 7** : Appuyer les UPEP pour la signature de contrat cadre pour l’acquisition des matériaux de
 construction pour les latrines familiales

Les contrats sont signés par les UPEP et transactions sont effectuées par les UPEP au niveau de chaque province.

Les livraisons de matériaux sont coordonnées par la MATC en fonction des prévisions de constructions (en prenant soin d’éviter la stagnation des marchandises, exposées aux intempéries et au vol).

La MATC est responsable de sécuriser les dépôts de stockage des matériaux. Les transactions financières sont effectuées par l’UPEP.

1. **Phase de mise en œuvre du projet**

Lors de cette phase, le Consultant (ONG)/MATC devra réaliser les tâches suivantes :

**Tache 1** : Mobiliser les FC et TE

Au cours de sa mission, la MATC est appelé à mobiliser les Facilitateurs Communautaires (FC) des Aires de Santé (AS) et les Techniciens de l’Environnement (TE) du Bureau Assainissement (BA) afin de présenter le projet aux leaders communautaires et aux communautés au niveau de chaque village sélectionné.

**Tache 2** : Organiser les points de stockage/distribution des matériels de construction des
 latrines durables (ciment, barre de fer, tôles, dalle plastique si disponible, etc.)

La MATC devra s’occuper de l’acquisition et la gestion des matériels que le projet mettra à la disposition des ménages pour construire les latrines durables. Pour ce faire, la MATC devra planifier l’acquisition des matériels pour les villages qui sont en processus de FDAL. En outre, la MATC devra produire la cartographie de différents points de distribution des matériels de construction des latrines durables. La planification d’acquisition des matériels et la cartographie des points de distribution doivent être présentés et validés par l’UPEP, le BA et le BHSP.

**Tache 3 :** Appuyer les visites de Pré-Déclenchement, de Déclenchement et de Post-déclenchement
 dans les communautés

Pour amener les communautés à mettre fin à la défalcation à l’air libre (FDAL), le Comité Local de Coordination (CLC) de la FDAL, à travers les Techniciens d’Environnement (TE) et Facilitateurs Communautaires (FC), vont mener les activités de l’assainissement et d’hygiène dans les villages selon l’approche : « Assainissement Total Piloté par la Communauté » (ATPC). Dans l’optique, d’obtenir les résultats durables dans le processus de la FDAL, le projet PASEA a prévu de subventionner les ménages en matériels (ciment et tôles), afin que ces derniers aient des latrines durables et hygiéniques. L’approche de l’octroi des subventions des ménages par le projet PASEA est dénommée ATPC+. Le détail de cette approche est repris dans le Manuel des CBP du projet PASEA.

En effet, les TE et FC vont réaliser les activités de l’ATPC+, qui comprend : les visites de prédeclenchement, de déclenchement et de post-déclenchement dans les communautés/villages.

Dans le cadre de ladite tâche, il est attendu ce qui suit :

* **Le Pré-déclenchement** : est une étape durant laquelle les TE et les FC rencontrent les responsables de la communauté/village afin de planifier la visite de déclenchement de la communauté.
* **Le déclenchement** : C’est une étape au cours de laquelle les TE et les FC réalisent les visites de communication pour le changement de comportement des communautés. Au cours de cette communication, les TE et les FC font des démonstrations pour amener les communautés à se rendre compte des méfaits de la défécation à l’air libre sur l’environnement, la santé et la dignité humaine. Pendant cette visite, les TE et FC planifient les activités d’assainissement et d’hygiène avec la communauté qui seront réalisées au cours d’une période d’environ six (06) mois.
* **Le Post**-**déclenchement** : est une étape où les TE et les FC accompagnent les ménages à améliorer leur gestion des excréta et eaux usées, afin de mettre fin à la défécation à l’air libre (FDAL). Pendant cette étape, les TE et FC installent et renforcent les capacités des Comités d’Assainissement (CA) sur la communication et l’accompagnement des communautés à construire les latrines durables. Ce CA est composé au maximum de huit (08) personnes vivant dans le village les plus motivés par rapport à l’assainissement de leur communauté.

**Tache 4** : Organiser les séances de signatures des Conventions d’Assainissement avec les
 responsables étatiques et communautaires

La MATC devra faciliter la signature de cette Convention entre les signataires.

* Les signataires sont :
* Le Coordonnateur de l’UPEP ;
* Les membres du CA sélectionnés pour chaque village.
* Les TE et FC ;
* Le chef de chefferie ou du secteur du village concerné (il y a autant de Conventions
 que de villages dans la chefferie ou secteur).

La MATC va annexer dans la Convention l’état des lieux des latrines, avec la liste des interventions éventuelles à réaliser (nouvelle latrine, nouvelle dalle, nouvelle structure, …) ainsi qu’une copie de la fiche de renseignement des TE et les FC ainsi que du Comité de Certification FDAL qui relèvent du village.

**Tache 5** : Superviser la fabrication des dalles en béton et la construction des latrines familiales
 durables

Pendant les visites de post-déclenchement, les TE et FC ainsi que les membres du Comité d’Assainissement (CA) vont accompagner les communautés à réaliser les activités d’assainissement et d’hygiène, y compris la construction des latrines familiales durables avec l’appui du projet PASEA. Pour y parvenir, le projet a prévu la fabrication de dalles en béton et la distribution des tôles (maximum 2). Quant à la contribution des ménages, c’est en termes des matériels (sable et caillasses/graviers) ainsi que l’exécution de la fosse.

Ainsi donc, en collaboration avec les TE, FC et les Comités d’Assainissement, la MATC devra superviser toutes les opérations de construction de latrines durables.

Se référant à l’estimation de besoin en matériels soumis à l’UPEP, la MATC devra assurer la gestion de ces matériels, à travers la mise en place de dépôts sécurisés pour le stockage des matériels et la MATC devra assurer la distribution et le transport des matériaux jusqu’à un lieu aussi proche que possible du village (les transports des dépôts jusqu’aux parcelles des ménages sont assurés par les ménages eux-mêmes, sans rémunération).

La MATC devra produire les rapports mensuels, trimestriels et semestriels de la gestion des matériels et la supervision de travaux de construction des latrines durables dans les villages.

La MATC travaillera en collaboration avec les maçons préalablement formés par le projet, dont la mission est de fabriquer les dalles en béton pour leur communauté.

**Tache 6 :** Appuyer l’installation des Comités de Certification FDAL et les visites de
 certification des villages

La MATC devra appuyer le BA et BHSP à l’installation des Comités de Certification FDAL dans les Aires de Santé.

En effet, le Comité de Certification sera composé des représentants des services étatiques qui n’ont pas participé au processus de Pré-Déclenchement, de déclenchement et de post-Déclenchement dans les villages. Ce comité est constitué de huit (08) personnes.

Les Comités de Certification FDAL ont le mandat de certifier les villages FDAL dans une Aire de Santé.

En effet, la certification consistera à vérifier si au moins 80% des ménages d’un village ont des latrines avec dalle en béton et bien couvertes par les tôles. Lors de la vérification, le Comité de Certification FDAL procède à la vérification de toutes les installations sanitaires (incluant celles se trouvant dans des ménages qui n’ont pas bénéficié du support du projet) en présence du CA.

La visite de certification se fait une seule fois dans un village après que les communautés aient informé les TE et FC sur l’inexistence des sites de Défécation à l’Air Libre dans le village.

La MATC devra aussi accompagner les équipes de certification des villages FDAL. Se faisant, la MATC devra planifier d’un commun accord les visites de certification avec les Aires de Santé, les Zones de Santé, le BA, les BHSP et l’UPEP.

**Tache 7 :** Planifier et organiser les visites de l’Agence de Vérification Indépendante (AVI)

Dans l’optique de s’assurer de l’atteinte des Conditions Basées sur la Performance (CBP), le Projet PASEA a prévu la vérification des latrines familiales durables (avec dalle en béton et bien couvert par les tôles) construites dans les communautés/villages.

En effet, le Manuel des CBP du projet PASEA a fixé comme critères d’un village FDAL, 80% des ménages d’une communauté ayant les latrines durables. La vérification de cette CBP sera assurée par une Agence de Vérification Indépendante (AVI).

Pour ce faire, la MATC devra planifier et organiser les visites de cette AVI dans les communautés ayant bénéficié l’appui du projet PASEA pour la construction des latrines familiales durables. La planification et l’organisation de ces visites seront réalisées en collaboration entre la MATC, l’UPEP et les Services étatiques impliqués dans le processus FDAL, à savoir (BA et BHSP).

 **N.B** : Avant la mission de l’AVI, la MATC devra organiser une visite de pré-contrôle afin de s’assurer que tous les ménages dans la communauté ont de latrines durables et hygiéniques.

**Tache 8 :** Appuyer la célébration des villages FDAL dans les communautés

La Feuille de route de la FDAL a prévu la célébration des villages FDAL comme une mesure incitative ou d’encouragement, d’une part pour les communautés qui ont mis fin à la déification à l’air libre, et d’autre part pour les villages environnants qui sont en processus de la FDAL ou ceux qui n’ont pas encore amorcé les activités FDAL.

Une fois qu’un village a le statut FDAL, les TE, le FC et les Comité d’Assainissement (CA) du village et les Autorités du village planifient la célébration FDAL du village.

L’organisation de la célébration FDAL est reprise dans le Guide de mise en œuvre des activités de la Feuille de route.

Se faisant, la MATC devra appuyer les communautés ayant atteint le statut FDAL à l’organisation de la célébration de la FDAL, conjointement avec les responsables des communautés/villages, l’UPEP et les services étatiques (Coordinateur Provincial de FDAL, Coordinateur Territorial FDAL, IT, MCZ, FC et TE, etc.). A cet effet, la MATC évaluera avec les communautés les coûts des célébrations et soumettra à la validation de l’UPEP. Ces évaluations seront faites pour plusieurs communautés dont les célébrations sont programmées pour une période minimale de 1 mois. La MATC remettra à l’UPEP toutes les pièces justificatives de différentes dépenses**.**

La célébration de FDAL conduit à la distribution d’articles d’hygiène parmi des serviettes menstruelles réutilisables, du savon produit localement, des systèmes de lavage des mains basiques, des seaux avec robinet, etc. La MATC devra présenter à l’UPEP pour validation un état de besoin financier pour l’acquisition de ces matériels conformément au montant fixé par le projet.

La MATC devra rapporter à l’UPEP et la CEP-O les activités de célébration FDAL dans ses rapports mensuels, trimestriels et semestriels.

**Tache 9 :** Planifier le paiement des primes de performance aux acteurs provinciaux et locaux de la
 FDAL

Dans l’optique d’encourager les acteurs provinciaux et locaux ayant participé au processus FDAL de leurs communautés, le projet PASEA a prévu des petites primes de performance au bénéfice de ces acteurs. La MATC est appelée à planifier le paiement des primes des acteurs provinciaux et locaux de la FDAL.

La MATC est appelée à préparer les listes des acteurs devant bénéficier des primes et les soumettre aux UPEP qui, après approbation, ordonnera le paiement desdits acteurs par les structures ad hoc.

Les bénéficiaires, les montants et les conditions de paiement de ces primes sont repris au tableau en annexe C.

**Tache 10 :** Appuyer les visites de suivi Post-certification

La MATC devra appuyer les visites de suivi Post-certification au cours d’une période de six (06) mois. Durant ces visites, le TE et le FC accompagnent les membres du Comité d’Assainissement (CA) d’un village aux activités de maintien de statut FDAL d’un village. Il s’agit des visites de suivi, plutôt que de visites de re-certification. Les visites de re-certification seront éventuellement menées lors des Phases 3 et 4 du Programme PASEA.

* Si le statut FDAL est maintenu, l’information est partagée avec les TE et FC dans le rapport mensuel, cela sera reflété dans la base de données ;
* Si le statut FDAL n’est pas maintenu car certaines latrines ont été détruites, sont en voie de délabrement, ne sont pas ou plus utilisées, le BA, le BHSP et l’UPEP devront être notifiés et une mention devra être faite dans le rapport mensuel.

1. **Exécution de la mission**

Le MATC travaillera en étroite collaboration avec l’UPEP et les Coordinations Provinciales de l’Environnement et Développement Durable qui assure la Coordination Provinciale de la FDAL dans les quatre provinces du Projet, conformément à la FdR FDAL élaborée par la DAS. Cette collaboration permettra aux Coordination Provinciales de la FDAL de prendre connaissance de l’évolution de travaux sur le terrain.

Sur base des plans de travail qui seront élaborés par le MATC, cette dernière réalisera les missions de suivi et de coordination des acteurs FDAL.

Les interventions dans chaque province constituent un (01) poste. Il y a donc quatre (04) postes prévus dans ces TdRs. Les consortiums et la sous-traitance sont autorisés.

Le tableau 1 reprend, à titre indicatif, les différents protagonistes, qui vont bénéficier les paiements des primes de performance qui sera payées par l’UPEP, via une agence de paiement recrutées de manière séparée (en dehors du cadre de ce marché).

**Tableau 1. Liste des montants à payer aux acteurs provinciaux et locaux chargés de la mise en œuvre des
 activités FDAL**

| **Acteurs**  | **Nbre de pers** | **Montant éligibles** | **Condition de déclenchement du paiement** | **Pièce justificative** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. **Primes basées sur la performance**
 |
| **A.1. Visites de Pré-Déclenchement, Déclenchement et Post-Déclenchement** |
| Technicien de l’Environnement (TE) | 1 | 20 US$ / personne/ visite (forfait) | Signature de la Convention d’Assainissement | * Signature Convention d’Assainissement
 |
| Facilitateur Communautaire (FC) | 1 | 20 US$ / personne/ visite (forfait)  | Signature de la Convention d’Assainissement | * Signature Convention d’Assainissement
 |
| **A.2. Après certification d’un village FDAL** |
| Membres du Comité d’Assainissement  | 8 (max) | 100 US$ / personne (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Convention d’Assainissement
 |
| Techniciens de l’Environnement (TE) | 1 | 25 US$ / village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
* Signature Convention d’Assainissement
 |
| Facilitateurs Communautaire (FC) | 1 | 25 US$ / village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
* Signature Convention d’Assainissement
 |
| Superviseur Eau et Assainissement (SEA) | 1 | 25 US$ / village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
 |
| Infirmier Titulaire (IT) | 1 | 25 US$ / village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
 |
| Médecin Chef de Zone de Santé (MCZ) | 1 | 30 US$ / village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
 |
| Coordinateur Territorial de l’Environnement | 1 | 30 US$ / village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
 |
| Coordination Provinciale de la FDAL (DAS et DHSP) | 1 | 25 US$ / village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
 |
| **A.3. Organisation de la célébration FDAL d’un village** |
| Village | 1 | Plafond de 2500 US$ / village | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement ;
* Liste de matériels offerts à la communauté
 |
| Quartier  | 1 | Plafond de 2500 US$ / quartier | Quartier déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le quartier ;
* Signature Fiche d’Enregistrement ;
* Liste de matériels offerts à la communauté
 |
| 1. **Subvention matériaux latrines**
 |
| Dalle en béton armé fabriqué sur place ou en plastique | 1 kit à l’exception du paiement du salaire du maçon (5 US$) | Sur base du cout réel par province  | Matériaux naturel (sable-graviers) validés en quantité et qualité | * Signature Convention d’Assainissement
 |
| 2 Tôles ondulées et 250 gr de clous pour tôles | 1 kit de 2 tôles ondulées et 250 gr de clous | Sur base du cout réel par province  | Dalle correctement exécutée et ayant passé le contrôle de résistance | * Signature Convention d’Assainissement
* PV d’exécution des dalles en BA
 |
| 1. **Comité de Certification FDAL**
 |
| Membre | 8 | 25 US$ / personne /village (forfait) | Village déclaré FDAL | * PV de certification FDAL pour le village ;
* Signature Fiche d’Enregistrement
 |

1. **Profil du Consultant**

Dans le cadre de cette mission, la MATC doit posséder les qualifications suivantes :

Être une Organisation Non Gouvernementale (ONG) Internationale ou Nationale ayant une expérience de dix (10) dans le domaine de développement des communautés vivant en milieux périurbain et rural ;

* Avoir réalisé au moins trois (03) missions d’achat de Performance basé sur des résultats des acteurs d’assainissement et d’hygiène en milieux périurbain et rural au cours de dix (10) dernières années ;
* Avoir conduit au moins deux (02) missions d’assistance technique financées par la Banque mondiale ou d’autres Bailleurs de Fonds au cours de dix (10) dernières années ;
* Avoir réalisé au moins trois (03) missions d’appui logistique dans le domaine de l’EHA en milieu périurbain ou rural ;
* Une expérience en transactions et maintient de comptabilité avec un logiciel comptable éprouvé est nécessaire (en prévision des paiements pour les célébrations FDAL) ;
* Une expérience en République Démocratique du Congo constitue un atout, et une expérience spécifiquement dans l’une ou plusieurs des provinces couvertes par le Projet PASEA constitue un atout additionnel ;
* Disposer d’une Code de Bonne Conduite qui s’applique à tous son personnel.
	1. **Composition de l’équipe du Consultant (personnel clé)**

La MATC est appelée à constituer pour chaque province, une équipe de personnel clé, dont les qualifications (formations et expériences spécifiques) appuyées par des attestations *ad hoc* permettant d’établir les profils correspondants aux postes ci-après :

* **Chef de Mission (Un)**

Le Chef de Mission est la personne en charge des équipes provinciales. Il supervise les activités dans les quatre provinces du projet. Il assure la cohérence et vérification des activités. Il assure que les activités se déroulent d’une manière similaire dans chaque province. Le Chef de Mission participe à toutes les réunions en lien avec la FDAL à la CEP-O et assure que le rapportage est cohérent.

Le Chef de Mission doit présenter au minimum les critères suivants :

* Diplôme de Master-2 avec une spécialité en environnement, en sciences sociale ou sciences de l’ingénieur ou en gestion ;
* Une spécialisation en assainissement constitue un atout supplémentaire ;
* Une expérience d’au moins 15 ans dans le secteur EHA au cours de 10 dernières années ;
* Une expérience spécifique dans l’assainissement communautaire (ATPC/CLTS ou amalgamée) d’au moins cinq (05) ans est obligatoire ;
* Maitrise parfaite de l’outil informatique, notamment les bases de données en ligne, les systèmes d’information géographiques (SIG), les tableurs et le traitement de texte (en particulier la Suite Microsoft Office) ;
* Parfaite maitrise du français, l’anglais un atout.
* **Coordonnateur provincial,** **(Quatre Experts, dont 1 par province)**

Le Coordonnateur Provincial (une seule personne par province) est le représentant de la MATC au niveau provincial. C’est la personne de contact avec les parties prenantes au niveau provincial ainsi qu’avec l’UPEP.

Le Coordonnateur Provincial doit présenter au minimum les critères suivants :

* Diplôme de Master-2 avec une spécialité en environnement, en sciences sociale ou sciences de l’ingénieur ;
* Une spécialisation dans l’assainissement constitue un atout supplémentaire ;
* Une expérience d’au moins 10 ans dans des projets liés au secteur EHA ;
* Une expérience spécifique d’au moins 5 années dans la province où il va intervenir, est obligatoire ;
* Une expérience spécifique dans l’assainissement communautaire (ATPC/CLTS ou amalgamée) d’au moins 3 ans est obligatoire ;
* Maitrise parfaite de l’outil informatique, notamment les bases de données en ligne, les systèmes d’information géographiques (SIG), les tableurs et le traitement de texte (en particulier la Suite Microsoft Office) ;
* Parfaite maitrise du français ; la maitrise de la langue locale parlée dans la province (Tshiluba / Kikongo) est un atout supplémentaire ;
* Le Projet se déroulant dans des zones à l’accessibilité difficile, la capacité de conduite d’une moto est indispensable.
* **Expert en suivi-évaluation, (quatre experts, dont Un par province)**

Il est chargé de suivi des toutes les activités techniques en rapport avec le processus FDAL dans les communautés. Il devra réunir les critères ci-après :

* Diplôme (Bac+5) en Environnement, Assainissement, Santé Publique ou domaine connexe ;
* Une expérience spécifique d’au moins trois (03) ans dans le suivi des projets liés à l’eau potable, l’hygiène ou l’assainissement est obligatoire au cours de 10 dernières années ;
* Une expérience spécifique d’au moins deux (02) années dans la province où il va intervenir est obligatoire ;
* Maitrise de l’outil informatique, notamment les tableurs et le traitement de texte (en particulier la Suite Microsoft Office) ;
* Parfaite maitrise du français, de la maitrise de la langue locale parlée dans la province (Tshiluba / Kikongo et Lingala) est un atout supplémentaire ;
* Le Projet se déroulant dans des zones à l’accessibilité difficile, la conduite d’une moto est indispensable ;
* L’expert sera basé dans le chef de lieu de la province ou il interviendra (ou tout autre lieu spécifié par l’UPEP), toutefois cette mission impose une présence rapprochée sur le terrain afin de bien suivre les activités.
* **Logisticien (quatre Experts, dont un par province)** :

Un expert ayant un diplôme (BAC+5) en économie ou équivalent. Le diplôme spécialisé en logistique constitue un atout appréciable. En outre, il devra réunir les critères ci-après :

* Une expérience d’au moins cinq (05) ans dans une ou des positions de logisticien ;
* Une expérience spécifique d’au moins deux (02) années dans la province pour laquelle l’offre est remise est obligatoire ;
* Maitrise de l’outil informatique obligatoire, notamment les tableurs et le traitement de texte (en particulier la Suite Microsoft Office) ;
* Parfaite maitrise du français ; la maitrise de la langue locale parlée dans la province (Tshiluba / Kikongo) est un atout supplémentaire ;
* Le Projet se déroulant dans des zones à l’accessibilité difficile, la conduite d’une moto est indispensable ;
* L’expert sera basé dans le chef de lieu de la province ou il interviendra (ou tout autre lieu spécifié par l’UPEP), toutefois cette mission impose une présence rapprochée sur le terrain afin d’assurer le paiement des acteurs de terrain.
* **Expert en Gestion des conflits et plaintes (Un Expert pour les 4 provinces).**

L’expert sera installé au niveau central et va intervenir à temps partiel. Il doit avoir le profil ci-après :

* Avoir au moins un Bac+5 en environnement, sciences sociales, sciences politiques, en développement rural ou sciences similaires ;
* Être familier avec le nouveau cadre environnemental et social de la Banque Mondiale ainsi que les politiques opérationnelles en générale et la PO 4.10 de la Banque Mondiale en particulier ;
* Avoir une expérience générale d’au moins 5 ans dans le suivi environnemental et social des projets. Les projets réalisés en milieux ruraux seront des atouts majeurs ;
* Avoir réalisé au moins trois missions dans l’appui et accompagnement des communautés locales pour la résolution des conflits et/ou la gestion des plaintes ;
* Savoir s’exprimer couramment en français et dans l’une des langues locales de la zone d’intervention du projet.

L’équipe du personnel clé de la MATC est donnée à titre indicatif et peut être appuyée par d’autres expertises jugées nécessaires par le consultant ainsi qu’une équipe d’enquêteurs locaux selon le besoin.

La MATC devra joindre à son offre technique, les CV de son Personnel Clé proposé signés et accompagnés d’un engagement de disponibilité pour ladite mission ainsi que le code de bonne conduite dûment signé par chaque expert.

Par ailleurs, l’offre technique de la MATC devra reprendre la méthodologie qu’elle compte appliquer pour la réussite du Projet. L’accent devra être porté sur la mobilisation de la logistique et le suivi des activités opérationnelles de la FDAL. En outre, dans son offre technique, elle devra présenter un chronogramme d’activités et leur délai conformément la méthodologie proposée.

En effet, le personnel clé de la MATC doit maitriser le français et posséder des qualifications requises, telles que définies ci-haut.

Quant aux activités opérationnelles, la MATC travaillera avec le Spécialiste Provincial d’Assainissement de l’UPEP et les deux membres de l’équipes techniques de Coordination Provinciale en charge des activités FDAL. La prise en charge des missions de terrain de ces agents est assurée par l’UPEP.

Au cours de cette mission, la DAS et la DHSP, qui assurent la Coordination Nationale FDAL, sont appelés à participer semestriellement aux missions de suivi, afin de se rendre compte du progrès des activités FDAL dans la province. Quant à la Coordination Provinciale de l’Environnement (CPE) et le Bureau Provincial d’Hygiène et Salubrité Publique (BSHP) qui assurent la Coordination provinciale, sont appelés à participer trimestriellement aux missions de suivi, afin de se rendre compte du progrès des activités FDAL dans les zones de Santé.

La prise en charge des experts de la DAS, DHSP, CPE et BHSP est assurée par la CEP-O et l’UPEP.

1. **Durée d’intervention dU CONSULTANT (ONG) / MATC Consultant (ONG)**

Pour l’exécution de toutes les tâches, la MATC sera mobilisé pour une durée initiale de deux (02) années. Sur base de satisfaction de la performance, la mission pourra être prolongée d’une (01) année renouvelable, au maximum trois (03) fois (soit un maximum de cinq (05) années au total). Les renouvèlements de la mission seront décidés au plus tard 3 mois avant l’échéance de chaque année, sur base de la satisfaction de la mission. La mission est soumise à une période probatoire de 6 mois.

Le volume total de personnes-mois par année de la MATCest estimé en moyenne pour **cent trente (130) personnes-mois /an**.

Lors de l’exécution de la mission, la MATC travaillera avec le Spécialiste provincial d’Assainissement de chaque UPEP et le Spécialiste d’Assainissement de la CEP-O.

* 1. **Responsabilité de la CEP-O et de la DAS**
* Mettre à la disposition de la MATC toute la documentation nécessaire ;
* La CEP-O et la DAS mettront tout en œuvre pour faciliter la MATC à avoir accès aux documents existants et études antérieures ainsi que toute autre information nécessaire à la réussite de la mission ;
* L’UPEP fera connaitre à la MATC les experts de la BA et BHSP qui vont participer aux missions de terrain sur la FDAL.
* La CEP-O via le Spécialiste d’Assainissement et Hygiène (SAH) réalisera périodiquement les missions de courtes durées en provinces afin de s’assurer de l’évolution de travaux. Ces missions seront prises en charge par la CEP-O.
	1. **Responsabilité de l’UPEP et des Bureaux provinciaux de la DAS et DHSP**
* La facilitation à la MATC Consultant (ONG) à avoir accès aux documents existants et études antérieures ainsi que toute autre information nécessaire à la réussite de la mission ;
* La supervision, le suivi régulier des activités de la mission et l’approbation des dossiers de paiement des prestations ;
* Les Bureaux provinciaux de la DAS et DHSP feront connaitre à la MATC - Consultant (ONG) l’organisation institutionnelle et tous les acteurs de la FDAL dans la province.
	1. **Rapport****s**
		1. **Présentation des rapports**

La MATC soumettra les rapports rédigés en français couvrant l’ensemble des taches reprises ci-haut.

Les rapports devront inclure toutes les données pertinentes, les diagrammes, les cartes, les plans, ainsi que les données de base devant servir à l’accomplissement des nouvelles missions.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Intitulé du rapport** | **Délai de remise** | **Format** |
| 1 | Rapport de démarrage de mission  | Provisoire : M0+1,0 moisDéfinitif : M0+1,0 mois+ 10 jours  | Format de la version en dur à convenir avec la CEP-O et l’UPEPVersion électronique sur Word, PDF |
| 2 | Rapport de planification d’activités *(le premier rapport doit être accompagné de la création de la base de données)* | Provisoire : M0+2,0 moisDéfinitif : M0+2,0 mois+10 joursN.B : les Rapports de planification sont annuels.  | Format de la version en dur à convenir avec la CEP-O et l’UPEPVersion électronique sur Word, PDF |
| 3 | Rapport d’activités *(incluant les mises à jour de la base de données)* | Mensuel, trimestriel et semestriel  | Format de la version en dur à convenir avec la CEP-O et l’UPEPVersion électronique sur Word, PDF |

La présentation, la couverture, la table des matières et le type de reliure du rapport final seront définis en commun accord avec l’UPEP et la CEP-O. Les rapports seront édités et expédiés aux frais de la MATC.

Tous les rapports seront élaborés en français et transmis aux UPEP. Chaque rapport devra porter un résumé en français.

* + 1. **Rapports à produire**

La MATC préparera les différents livrables conformément aux délais prévus à ces TDR. Ces livrables seront validés par toutes les parties concernées par les activités de la FDAL, à savoir : à la CEP-O, l’UPEP, la DAS, la DHSP, le BA et BHSP. Toutes les parties prenantes pourront être consultées pendant l’élaboration des rapports. A cet effet, la MATC devra produire quatre types de rapports, en respectant les délais et le format décrit dans le tableau ci-dessus.

* + 1. **Contenu des rapports**
1. **Rapport de démarrage**

 Il comprendra :

* Les TDR de la mission ;
* Les généralités sur le processus FDAL ;
* La méthodologie d’intervention au processus FDAL ;
* Le chronogramme des activités des missions ;
* Les acteurs à consulter ;
* Bibliographies.
1. **Rapport de planification**

La planification va comprendre :

* Formation des maçons et de leur accréditation par BA, BHSP ;
* Enquêtes provinciales pour déterminer le statut sanitaire des ménages ;
* Création d’une base de données en ligne par une assistance technique ;
* Constitution d’une fiche d’enregistrement des acteurs étatiques et sanitaires ;
* Mobilisation des FC et TE ;
* Visites de Pré-Déclenchement et de déclenchement dans les communautés ;
* Visites de Post-Déclenchement dans les communautés ;
* Installation et le fonctionnement des Comités d’Assainissement (CA) dans
les villages ;
* Organisation des séances de signatures des Conventions d’Assainissement avec les responsables étatiques et communautaires ;
* Installation des points de distribution des matériels de construction des latrines durables (ciment, barre de fer, tôles, etc.) ;
* Supervision de construction des latrines durables et de fabrication des dalles en béton pour les latrines durables ;
* Installation des Comités de Certification FDAL et les visites de certification des villages ;
* Organisation de la célébration FDAL dans les communautés ;

Visites de suivi Post-certification.

1. **Rapport d’activités**

Ce rapport comprendra :

* La liste des activités réalisées ;
* Les acteurs concernés ;
* Les matériels utilisés pour la réalisation des activités ;
* Les méthodologies d’intervention ;
* Le chronogramme des activités ;
* Les difficultés rencontrées ;
* Recommandations ;
* Les copies de pièces justificatives des dépenses engagées pour la célébration FDAL ;
* La situation sur la gestion de conflit.
	+ 1. **Approbation des rapports**

Le délai d’approbation est de 10 jours ouvrable par les différents rapports.

Les documents produits seront rendus disponibles en fichiers électronique éditables sur USB (Word, Excel et PDF).

* 1. **Logistique**

Toute la logistique acquise par la MATC sur les fonds du projet et correctement inventoriée en temps réel sera remise sans frais au Client à la fin de sa mission, moyennant un inventaire détaillé.

La participation du personnel du BA, BHSP, UPEP et CEP-O aux missions de la MATC, est pris en charge par l’UPEP et la CEP-O.

* 1. **Réunion de démarrage**

Au démarrage de la mission, une réunion sera tenue entre la MATC, la CEP-O, les UPEP, la DAS et la DHSP, afin de s’accorder notamment sur :

* Des éventuels amendements à apporter aux termes de référence ;
* L’approche technique et la méthodologie de MATC et son programme de travail pour la réalisation de la mission ;
* L’organisation de la collaboration avec CEP-O, les UPEP, la DAS et la DHSP tout au long de la mission ;
* La liste des outils matériels et logiciels, ainsi que la documentation nécessaire pour la mission ;
* L’organisation des éventuelles à visiter sur les différents sites de la mission.

**ANNEXE A**

Détails des activités de la Sous-composante 2.1 du PASEA

* 1. **Amélioration de l'Accès à l'Assainissement et à l'Hygiène dans les Zones Rurales et Périurbaines**

Mise en œuvre de la feuille de route du Bénéficiaire pour mettre fin à la défécation à l'air libre dans les zones rurales et (péri) urbaines, y compris, entre autres :

1. Le soutien aux villages ruraux pour qu'ils deviennent des zones sans défécation à l'air libre (FDAL) en fournissant des matériaux aux communautés pour la construction de latrines durables (CBP#3).
2. Le soutien aux quartiers urbains pour qu'ils deviennent des zones FDAL par la fourniture de subventions pour l'assainissement aux ménages éligibles sous la forme de Coupons Électroniques pour l'installation de toilettes par l'intermédiaire d'entreprises d'installation d'assainissement participant au programme de Coupons Électroniques.
3. Fourniture d'une assistance technique à la CEP-O et aux UPEP pour le suivi des matériaux, la supervision de la construction de latrines dans les villages ruraux, la mise en œuvre des célébrations FDAL et les paiements incitatifs FDAL pour les mobilisateurs communautaires et les équipes de facilitation (CBP#3).
4. Fourniture d'une assistance technique à la CEP-O et aux UPEP pour la gestion du système de Coupons Électroniques à travers la sélection et l'embauche d'une Entité de Gestion des Coupons Électroniques.
5. Fourniture d'une assistance technique aux entreprises d'installations sanitaires participant au programme de Coupons Électroniques, en ce qui concerne la construction de latrines, la gestion environnementale et sociale, l'inventaire et la gestion financière, ainsi que la commercialisation.
6. Frais de Fonctionnement et motos pour les équipes de facilitation de la Direction de l'Assainissement (DAS) et de la Direction Hygiène et Salubrité Publique (DHSP), y compris le soutien aux Comités de Certification FDAL.
7. Ateliers et formation liés aux activités FDAL pour les cadres locaux, les mobilisateurs communautaires et les maçons locaux (ruraux) pour la construction de latrines.
8. Réalisation d'études de faisabilité, de conception détaillée, d'études préparatoires environnementales et sociales associées pour la construction de stations de traitement des boues fécales, coûts de supervision de la construction et soutien à la mise en œuvre de plans d'action de réinstallation.
9. Travaux de génie civil pour les stations de traitement des boues de vidanges, y compris les travaux nécessaires à la fabrication de produits réutilisables.

**ANNEXE B : Carte représentant les ETD sélectionnées dans le cadre du Projet PASEA**



**ANNEXE D : Convention d’appui à l’assainissement communautaire**

**Convention d’Appui à l’Assainissement Communautaire**

**POUR LE VILLAGE/QUARTIER \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**ENTRE**

**L’UNITE PROVINCIALE D’EXECUTION DU PROJET PASEA (UPEP) DANS LA PROVINCE DU \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**ET**

**LE COMITE DE FIN DE DEFECATION A L’AIR LIBRE DU VILLAGE\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**ET**

**LE CHEF DE CHEFFERIE/ DE SECTEUR/LE BOURGMESTRE DE\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**DATE \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Projet d’Accès aux Services d’Eau et d’Assainissement (PASEA)**

La présente Convention est conclue :

Entre

L’Unité Provinciale d’Exécution du Projet (UPEP) du Projet PASEA dans la Province du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, dont le Siège est sis au \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en République Démocratique du Congo, représentée par son Coordonnateur Provincial, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, ci-après désignée « UPEP »,

Et

Le Comité d’Assainissement du Village \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_au niveau de la Province du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, ci-après désignée « le Comité d’Assainissement ou CA »,

Et

Le Chef de secteur/ de chefferie/ de la commune rurale/ de la commune \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, ci-après désigné « L’entité étatique », d’autre part.

Toutes les trois ci-après dénommées individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

1. La République Démocratique du Congo et la Banque mondiale ont, en date du 4 septembre 2023, conclu **l’Accord de Financement n°73390-ZR** au titre du Projet d’Accès aux Services d’Eau et d’Assainissement, « PASEA » ci-après mentionné « Projet », pour lequel la Cellule d’Exécution des Projet Eau « CEP-O » et les UPEP ont été respectivement instituées agences d’exécution au niveau national et provincial.
2. La composante n°2 du Projet concerne l’assainissement pour les provinces prioritaires du Kwilu, Kasaï, Kasaï Central et Kasaï Oriental pour appuyer la Feuille de Route de la Fin de la Défécation à l’Air Libre (FDAL), mise en œuvre par la Direction de l’Assainissement (DAS), du Ministère de l’Environnement et du Développement Durable (MEDD). La sous-composante 2.1 en particulier vise à cofinancer la mise à disposition de matériel durable pour la réalisation de latrines familiales pour 240 000 ménages.
3. La sous-composante 2.1 du Projet fait l’objet d’une Condition Basée sur la Performance (CBP), qui implique que les dépenses engagées ne seront jugées éligibles qu’à la condition ou le Projet atteint les résultats escomptés, à savoir que
	1. les ménages construisent une latrine durable (voir définition dans l’Article 1),
	2. les villages d’où proviennent ces ménages obtiennent le statut FDAL (tel que certifié par le comité de certification FDAL),
	3. au moins 80% des ménages du village concerné ont au moins une latrine durable.
4. Seules les dépenses acceptables, telles que renseignées dans le Manuel d’Exécution du Projet (MEP), en particulier pour la CBP#3, sont éligibles.
5. Cette convention intervient après que le village concerné ait été catégorisé comme éligible, par rapport aux critères d’éligibilité définis dans le MEP et repris à titre informatif à l’Article 2.
6. L’absence de dalles durables a été la cause de nombreux échecs de villages pourtant déclarés «assainis» mais pour lesquels les latrines trop peu solides et durables ont résulté au retour des pratiques de défécation à l’air libre. Ce Projet impliquera une participation communautaire très importante, avec des subventions très ciblées permettant de garantir la durabilité des ouvrages réalisés.

**ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION D’APPUI A L’ASSAINISSEMENT COMMUNAUTAIRE ET DEFINITION D’UNE LATRINE FAMILALE DURABLE**

La présente convention définit les modalités d’intervention du Projet pour appuyer les villages éligibles pour la construction de latrines familiales durables afin d’obtenir le statut « FDAL ».

Une latrine familiale durable répond à trois critères :

* **Durabilité**
	+ Dalle en béton armé ou en plastique avec un couvercle, sans fissure dans la dalle ;
	+ Toiture étanche (pas de trace d'érosion autour de la dalle) ;
	+ Structure couvrante : branches de bois entremêlées, planches en bois, maçonnerie terre et roches, briques en terre cuite, tôles métalliques ou bois palmiste ;
* **Accessibilité**
	+ Porte en matériau solide (rideau, bâche ou toile non acceptés) avec un système de verrous (artisanal ou autre) pour la fermer de l’intérieur ;
* **Hygiène**
	+ Pas de trace de matière fécale sur la dalle ou autour de la dalle, la dalle est facilement nettoyable ;
	+ Présence d'un dispositif pour le lavage des mains : sont acceptés tout type de récipients (fermé ou non, avec robinet ou non) avec de l'eau et du savon ou des cendres.

**ARTICLE 2 : ELIGIBITE DU VILLAGE ET DES MENAGES**

**Un même village ou quartier ne peut à la fois être identifié pour l’intervention liée à la CBP 3 (dont cette convention est l’objet) et à la composante des coupons électroniques pour l’assainissement** (un autre volet du Projet qui cible plus spécifiquement les zones urbanisées ou densément peuplées). Néanmoins, une même ville ou commune ou chefferie peut contenir plusieurs quartiers ou/et villages et peut donc impliquer la présence simultanée de cette activité (pour laquelle cette convention est d’application) et le volet lié aux coupons électroniques pour l’assainissement.

**Trois critères d’éligibilité des ménages existent.** Ils doivent chacun être satisfaits afin de permettre aux ménages de prendre part à cette convention.

* **Critère géographique** : seuls les ménages qui résident dans le périmètre déterminé lors de l’enquête sanitaire sont éligibles. En particulier, les ménages se trouvant dans un village à proximité des activités ou des travaux d’eau potable (liés à la composante 1 du Projet) seront privilégiés. Si, au cours de la durée d’exécution du Projet, d’autres ménages venaient à s’installer dans ce périmètre, ils seront aussi éligibles. En revanche, un ménage initialement recensé dans la zone d’intervention mais qui a déménagé dans une zone en dehors de la zone d’intervention, perd son éligibilité.
* **Critère de propriété** : seuls les ménages qui se disent propriétaires de leur parcelle sont éligibles pour les activités. Si le ménage est locataire de la parcelle dans laquelle la famille réside, c’est le propriétaire qui devra réaliser les investissements. Si plusieurs ménages (issu d’une même famille par exemple) occupent une même parcelle mais dans des maisons différentes, il peut y avoir autant de latrines que de ménages distincts.
* **Critère d’absence de latrine durable** : seuls les ménages qui ne disposent pas, au moment du démarrage de l’intervention, d’une latrine avec dalle durable en béton ou plastique sont éligibles. Si une dalle durable est déjà disponible mais que la latrine est en mauvais état, le ménage n’est pas éligible, et il devra la remettre en ordre afin de ne pas compromettre le statut FDAL visé par le village. Une subvention de matériel (tôles uniquement) pourrait éventuellement être accordée à un ménage disposant déjà d’une dalle solide afin d’améliorer sa latrine, au cas par cas.

L’ANNEXE A.2.a reprend de manière exhaustive tous les ménages du village avec l’état des installations sanitaires existantes et les interventions qui sont éventuellement prévues.

**ARTICLE 3 : PARTIES PRENANTES**

**Le comité d’assainissement (CA)** est déterminé pour le village : il est composé d’acteurs communautaires dynamiques ou/et de leaders communautaires. Le nombre de membres du CA est de 1 membre par 30 ménages réalisant une latrine familiale. Les membres ont été choisi par leur communauté, via élection ou autre moyen consensuel. Les membres du CA sont signataires de cette convention.

**Les entités sanitaires et étatiques**, sont issues des Entités Territoriales Décentralisées (ETD), du Bureau d’Hygiène et de Salubrité Publique (BHSP) et le Bureau de l’Assainissement (BA) qui coordonne les Techniciens de l’Environnement (TE) et les Facilitateurs Communautaires (FC) qui assurent la mise en œuvre des activités. Les membres des entités étatiques et sanitaires sont spécifiés dans l’ANNEXE A.2.b.

**La Mission D’Assistance Technique de Contrôle (MATC)** est un intermédiaire en charge de faciliter le suivi, la logistique et les transactions pour appuyer les autorités à accompagner les ménages du village à obtenir un latrine familiale durable.

**L’UPEP** et en particulier, l’expert assainissement de l’UPEP, suit l’avancée du Projet, conseille les parties prenantes de mise en œuvre et a pour rôle d’autoriser les investissements et de suivre le budget.

**ARTICLE 4 : NATURE DE L’INTERVENTION ET MODALITES FINANCIERES**

L’intervention prévoit une contribution communautaire comme prérequis pour l’appui du Projet.

* **CONTRIBUTION COMMUNAUTAIRE**
* Le CA est chargé de mobiliser les ménages éligibles pour la construction de latrines ;
* Les ménages doivent mobiliser 2 seaux de sables, 3 seaux de gravier (dont la qualité et la granulométrie seront vérifiées par le FC/TE) ;
* Les ménages doivent aussi mobiliser 10 000 CDF, une somme qui servira à payer un artisan maçon formé par le Projet ;
* **SUBVENTION 1 – ciment et acier pour la confection d’une dalle en béton armé**
* La MATC autorise ensuite les ménages à aller chercher avec leurs propres moyens un demi sac de ciment (reconditionné dans un sac en jute), une barre de fer ¼’’ de 6 m de long ainsi qu’un demi kg de fil recuit à ligaturer stockés dans un dépôt temporaire mobilisé par la MATC.

* **SUBVENTION 2 – construction des dalles des latrines en béton armé**
* La MATC affectera un ou plusieurs maçon(s) qui aura (auront) été au préalable formé(s) et accrédité(s) par le BA de la Province concernée, dans les parcelles de chaque ménage pour exécuter les dalles *in situ*.
* Les maçons sont rétribués directement par la MATC sur base du montant reçu par les ménages (10 000 CDF par dalle).
* Les dalles doivent être couvertes (feuille de bananier par exemple) et arrosées chaque jour par le ménage pendant un minimum de 21 jours.
* Pendant le temps de séchage de la dalle, un trou d’au moins 3 m de profondeur et de 80 cm de diamètre doit être réalisé par le ménage. Ce trou doit être protégé des intempéries.
* Après 21 jour, un crash-test est réalisé : chaque dalle est posée sur 4 supports en bois et 6 personnes adultes montent sur la dalle pour s’assurer de sa solidité.
	+ Si la dalle se rompt, la cause sera étudiée par le TE : mauvaise qualité/quantité des matériaux de construction naturels, du ciment, erreurs de construction par l’artisan, … afin de prendre les mesures correctrices ;
	+ Si la dalle passe le cash-test, elle est placée directement sur le trou.
* **SUBVENTION 3 – toiture de la latrine**
* A condition que la dalle ait été correctement exécutée pour tous les ménages et que les trous répondent aux prescriptions communiquées, les ménages peuvent ensuite aller chercher deux tôles dans le même dépôt ainsi qu’un demi kg de clous pour tôles.
* Les ménage disposent d’un délai de deux semaines pour construire la structure de leur latrine et y fixer les tôles.
* **SUBVENTION 4 – célébration de la Fin de Défécation à l’Air Libre « FDAL »**
* A condition que le comité de certification FDAL ait proclamé l’atteinte du statut FDAL du village pour lequel il y a eu une intervention du Projet, une célébration de la FDAL pourra être organisée.
* **PAIEMENT INCITATIFS**
* A condition que le village ait atteint le statut FDAL, tel qu’attesté par un PV de certification FDAL remis par le comité de certification FDAL :
	+ Les membres du CA sont éligibles pour un paiement incitatif de US$ 100 / membre CA. Ce paiement sera effectué par la MATC qui conservera toutes les preuves de paiement.
	+ Les membres des entités sanitaires et étatiques identifiés dans l’ANNEXE A.2.b de la présente convention sont éligibles pour un paiement de US$ 25 / personne / village. Ce paiement sera effectué par la MATC qui conservera toutes les preuves de paiement.

**REMARQUES IMPORTANTES** :

* Les ménages ne sont jamais rémunérés pour ni pour mobiliser les matériaux de construction naturels ni pour aller chercher les matériaux de construction subventionnés.
* Les paiements incitatifs ne peuvent pas être scindés : si un village n’a pas atteint le statut FDAL, aucun membre du CA ou des entités étatiques ou sanitaires ne peut revendiquer un paiement (même si certains ménages ont construit des latrines durables).

**ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU COMITE D’ASSAINISSEMENT (CA)**

Dans le cadre de la présente Convention, les membres du CA représentant du village, signataires de cette convention confirment :

* Avoir informé les membres du village qu’ils représentent de la nature et des limitations de l’appui à l’assainissement porté par le Projet ;
* Reconnaissent que les matériaux de construction subventionnés par le Projet seront exclusivement affectés à la construction d’une dalle pour latrine ou/et pour la toiture des latrines. En cas de détournement de ces matériaux à d’autres fins que celles prévues par le Projet, le ménage concerné devra immédiatement retourner les matériaux reçus sous peine de déclencher la suspension du Projet pour l’ensemble du village concerné ;
* Reconnaissent que les parties prenantes ne sont pas responsable des risques d’accident ou d’incident éventuels liés à l’exécution des fosses des latrines, à la construction des dalles en béton, aux transports des matériaux de construction (naturels et subventionnés) ;
* Acceptent recevoir des missions de vérification de la réalisation effective des résultats obtenus lors de la visite de certification FDAL ainsi que par l’Agence de Vérification Indépendante (AVI) commissionnée par le Projet, la CEP-O ou la Banque mondiale ou son mandataire, et de fournir toutes informations pertinentes et facilités nécessaires à la réalisation de sa mission de vérification.

**ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA MISSION D’ASSISTANCE TECHNIQUE DE CONTROLE**

Dans le cadre de la présente convention, la MATC s’engage à :

* Exécuter les obligations auxquelles elle a souscrit conformément aux termes de la présente convention et de son contrat la liant à l’UPEP ;
* Couvrir les transactions financières (notamment le paiement incitatif des membres du CA et des parties prenantes, en accord avec la présente convention et son contrat la liant à l’UPEP ;
* Etudier et assurer que les impacts environnementaux et sociaux sont acceptables avant la signature de la présente convention.

**ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES ENTITES ETATIQUES ET SANITAIRES**

Les agents de l’ETD, du BA et du BHSP s’engagent à :

* Accompagner et vérifier que les ménages abandonnent la défécation à l’air libre et construisent des latrines durables.

**ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DE L’UPEP**

L’UPEP assure que le village répond bien aux critères d’éligibilité. L’UPEP garanti que les fonds du Projet sont suffisants pour la signature de cette convention (en tenant compte des autres interventions liées à cette activité dans les autres provinces).

**ARTICLE 9 : FRAUDE ET CORRUPTION**

Les parties signataires de la présente convention s’engagent pour le respect des règles d’éthique professionnelle les plus strictes et de s’abstenir des actes de fraude et de corruption. Sont définis à cet effet, les termes et expressions ci-dessous de la façon suivante :

 i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur l’action d’une autre personne ou entité ;

 ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par imprudence intentionnelle, ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;

 iii) se livrent à des « manœuvres collusoires » les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment ;

 iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions ;

v) se livre à des « manœuvres obstructives quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinés à entraver son enquête ; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête.

L’un de ces actes pourra entrainer la résiliation de la convention, une demande de sanction des personnes coupables de ces actes et une demande de remboursement des fonds.

**ARTICLE 10 :** **DÉCLARATIONS ET GARANTIES DES ENTITES ETATIQUE ET SANITAIRE**

Par la signature de la présente convention, les entités étatiques et sanitaires déclarent et garantissent ce qui suit :

1. Les entités étatique et sanitaire sont informées Projet et en faciliteront l’exécution dans le but d’atteindre les objectifs en termes d’éradication de la défécation à l’air libre ;

**ARTICLE 11 :** **DÉCLARATIONS ET GARANTIES DU COMITE D’ASSAINISSEMENT**

Par la signature de la présente convention, le CA déclare et garantit ce qui suit :

1. Le CA est dument mandaté pour représenter les ménages habitants le village concerné par cette convention ;
2. La présente convention constitue une obligation valable et exécutoire du village et ne viole aucune des dispositions des actes constitutifs du village.

ARTICLE 12 : DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L’UPEP

Par la signature de la présente convention, l’UPEP déclare et garantit ce qui suit :

1. L’UPEP possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer la présente convention et exécuter les obligations y souscrites ;
2. La signature de cette convention est conforme avec l’Accord de Financement n°73390-ZR.
3. Les fonds liés à la CBP#3 sont effectivement disponibles pour couvrir les montants prévus par cette convention.

**ARTICLE 13 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

L’UPEP peut unilatéralement et sans préavis résilier la présente convention en cas de détournement avéré des moyens et matériaux mis à disposition par le Projet. L’effet de la résiliation est immédiat.

Le remboursement des fonds détournés ou utilisés pour des dépenses inéligibles sera effectué conformément à la loi applicable en République Démocratique du Congo.

**ARTICLE 14 : DUREE DE LA CONVENTION**

La convention est conclue pour une durée maximale de douze (12) mois. Si à l’échéance de la convention, le statut du village n’a pu être déclaré « FDAL », un dernier délai de trois (3) mois maximum peut être alloué à la demande dument justifiée du CA adressée à l’UPEP. La demande devra être adressée au moins 10 jours avant l’expiration de cette convention. La demande devra exprimer les raisons du retard et celles-ci devront être acceptables pour l’UPEP afin d’allouer l’extension de la convention.

La durée de la Convention ne peut en aucun cas dépasser la date de clôture du Projet PASEA (Phase 1), fixée au 30 juin 2029.

**ARTICLE 15 : RÉVISION DE LA CONVENTION**

Toute modification des termes de la présente convention fera l’objet d’un avenant signé par les trois parties avant la date de clôture de la convention.

**ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE ET LANGUE DE LA CONVENTION**

La présente Convention est régie par la législation en vigueur en République Démocratique du Congo.

La langue de la présente convention est le français.

**ARTICLE 17 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout différend qui pourrait survenir entre les Parties en ce qui concerne l'exécution ou l'interprétation de la présente convention ou qui serait né à l’occasion de celle-ci sera d'abord réglé à l'amiable.

A défaut de règlement amiable, le coordinateur provincial de l’UPEP pourra prendre la décision de résilier la convention sans préavis.

**ARTICLE 18 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente convention entre en vigueur et a valeur obligatoire dès sa signature par les Parties.

Fait à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, en trois (3) exemplaires originaux faisant également foi, chacune des Parties reconnaissant avoir reçu le sien

Signature

**Pour l’autorité étatique (village / commune / chefferie / secteur**

**Pour le BA**

**Pour le BHSP**

**Pour le CA**

**Pour l’UPEP**

1. Les paiements incitatifs (en argent mobile et cash si nécessaire) sont exécutés par une agence tierce, sur base des documents transmis par la MATC à l’UPEP. [↑](#footnote-ref-1)